

Seules contre tous: Les difficultés vécues par les femmes qui ont des rapports sexuels avec des femmes au Burkina Faso, Ghana et au Nigeria

**LE RÉSEAU DES JEUNES LGBTQ D'AFRIQUE DE L'OUEST
[QUEER AFRICAN YOUTH NETWORKING CENTER]**

**Seules contre tous : Les difficultés vécues par
les femmes qui ont des rapports sexuels avec des
femmes au Burkina Faso, Ghana et au Nigeria**

QAYN
04 BP 511 Ouagadougou 04
Burkina Faso

Téléphone : +226 78 84 06 30 • Email : contact@qayn-center.org
Site Internet: [http:// www.qayn-center.org](http://www.qayn-center.org)

UNE PUBLICATION DE QAYN



Ont contribué à cette publication

Les auteures: Kehinde Okanlawon, Akudo Oguaghamba, Caroline Kouassiaman and Mariam Armisen

Les Co-Editrices: Caroline Kouassiaman and Mariam Armisen

Conception graphique: Mariam Armisen

Traducteur: Philippe Menkoue

Cette publication est disponible en Anglais et en Français à l'adresse suivante:

<http://www.qayn-center.org/research-publications/>

Aucun extrait ou la totalité de cette publication ne peut être reproduit, stocké dans un système de récupération, ou transmis sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, électronique, mécanique, photocopiée, enregistrée ou autrement, sans l'autorisation de l'éditeur. Bien vouloir écrire à contact@qayn-center.org si vous souhaitez reproduire, redistribuer ou transmettre, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, une partie ou l'intégralité de cette publication.

Première édition: Juillet 2012

Distribué par:

QAYN

04 BP 511 Ouagadougou 04

Burkina Faso

A propos des peintures

Les œuvres d'art apparaissant dans ce rapport sont de Corinna Nicole, une artiste peintre résidant actuellement à Oakland, en Californie. Corinna a obtenu sa maîtrise en arts visuels à l'Université de Californie - Berkeley en mai 2011. A la base artiste peintre, Corinna est également intéressée par d'autres médias. Son travail traite souvent de l'identité et du désir, qu'il s'agisse des interactions entre les autres et elle-même, son attirance par les femmes, son héritage biracial ou son intérêt pour les masculinités féminines.

Pour en savoir plus sur l'artiste : www.corinna-nicole.com

Table des matières

1	Remerciements	5
	Liste des abréviations	6
	Introduction	7
	Méthodologie	9
2	Récapitulatif des éléments clés	10
	1ère partie: Vivre sous le spectre de la famille, de la société et de l'état: Les réalités des FSF à Accra, Ghana	12
	2eme partie: Les lois discriminatoires et patriarcales du système social Nigerian et leurs effets sur la santé physique et psychologique des lesbiennes et bisexuelles du Nigeria	18
	3eme partie: Invisibles mais présentes: Ces FSF du Burkina Faso qui vivent en marge de la société	22
	Principales Recommandations	27
	Conclusion	29
3	Annexe: Exemple du questionnaire	30
	Nous soutenir	31

Remerciements

“Oh, existe-t-il des lesbiennes en Afrique de l’Ouest?”

“ Où sont-elles?”

“Les lesbiennes sont tout simplement trop difficile à trouver. Elles ne veulent pas se rendre visibles.”

Ces questions sont des exemples de commentaires trop souvent entendus dans le mouvement LGBTI Africain et dans les milieux où les questions des droits humains, des besoins des minorités sexuelles et des personnes avec une sexualité diverse sont activement discutées. Et pourtant, il existe bien des lesbiennes et des femmes transgenres en Afrique de l’Ouest, comme partout ailleurs dans le reste du continent. Ce rapport, *Seules contre tous: Les difficultés vécues par les femmes qui ont des rapports sexuels avec des femmes au Burkina Faso, Ghana et au Nigeria*, est le résultat d’une enquête sociale de cinq mois menée par une jeune organisation dirigée par des lesbiennes, le Réseau des Jeunes LGBTQ d’Afrique de l’Ouest [Queer African Youth Networking Center (QAYN)] dans le but d’attirer l’attention sur les difficultés vécues par les femmes qui ont des rapports sexuels avec des femmes (FSF) dans trois pays d’Afrique de l’Ouest. Un groupe de bénévoles passionnées et ingénieuses a ouvert à travers des groupes de discussions et des entrevues individuelles, afin de mettre à nu les défis auxquels sont confrontés ces femmes et les stratégies adoptées par ces dernières afin de s’épanouir dans leur sexualité dans des contextes sociaux très difficiles.

Sur une période de cinq mois, nous avons donc rencontré des femmes très courageuses, audacieuses, des femmes d’exception, jeunes et moins jeunes, qui ont participé avec enthousiasme à cette étude. Ce rapport est un hommage à toutes les femmes qui ont des relations sexuelles avec des femmes en Afrique occidentale qui, si stoïquement font face aux humiliations, aux harcèlements, aux abus, à la discrimination, à la violence, à la stigmatisation au sein de leurs communautés et au rejet par les membres de leurs familles, afin de vivre pleinement leur sexualité. Ces femmes, qui vivent soit dans des pays comme le Nigeria qui criminalise l’homosexualité ou dans des pays comme le Burkina Faso où les lois sont muettes ou ambiguës à ce sujet, défient tous les jours des systèmes

sociaux patriarcaux et les interprétations limitées des groupes religieux conservateurs qui ont le pouvoir de décider quelles formes d’identité, d’expression et de relations sont moralement acceptables. Ces femmes existent bel et bien. Leurs vies et leurs luttes sont réelles et méritaient bien d’être documentées.

QAYN tient à remercier toutes les femmes qui ont partagé leurs expériences et ont participé activement à cette étude. Notre remerciement va en particulier aux membres de *Sisters and Sisters for Social Justice and Empowerment (SSSJE)* et à nos principaux contacts dans ce groupe, Nii Osu et Victor. Nous tenons à remercier Williams Rashidi, Coordonnateur du programme anglophone de QAYN pour son engagement dans la mise en œuvre de ce processus et pour avoir facilité l’organisation de la première discussion de groupe à Accra. Nos remerciements vont également à l’endroit de certaines membres de *Women’s Health and Equal Rights (WHER)* qui se sont rendues disponible pour la réussite de cette enquête au Nigéria. Au Burkina Faso, nous tenons à remercier Mohamed Barry pour avoir été d’une aide précieuse en tant que personne-ressource au sein de la communauté, ainsi que toute la communauté des FSF de Ouagadougou et Bobo Dioulasso.

Cet ouvrage a été rendu possible grâce au soutien financier et moral continu de nos amies et de nos familles. Nous aimerions en particulier adresser un grand merci à Connie Tyler, Margaret Westerman, et un merci tout spécial à Fabrice Armisen.

Caroline Kouassiaman & Mariam Armisen

Liste des abréviations

LGBTI	Lesbienne, Bisexuelle, Transgenre, Intersexe
FSF	Femmes qui ont des rapports sexuels avec des femmes
HSH	Hommes qui des rapports sexuels avec des hommes
SSSJE	Sisters and Sisters for Social Justice and Empowerment
QAYN	Queer African Youth Networking Center (Le Réseau des Jeunes LGBTQ d’Afrique de l’Ouest)
WHER	Women’s Health and Equal Rights

Introduction

1. JUSTIFICATION

Depuis environ une décennie, nous notons une certaine récurrence de discours sur les droits des lesbiennes, des gays, des bisexuel-le-s et transsexuel-le-s dans les pays de la sous-région ouest-africaine. Certes, de manière générale, les minorités sexuelles en Afrique de l'Ouest font face à de nombreux problèmes qui leurs sont communs dans leur quête pour la reconnaissance et le respect de leurs droits fondamentaux mais, les femmes qui ont des rapports sexuels avec des femmes (FSF) sont confrontées à un double préjudice: le fait d'être de sexe féminin et d'aimer des personnes du même sexe. La moralité, telle que définie par les chefs religieux et coutumiers, en plus du système social patriarcal qui bafouent le droit de chaque femme Africaine, interdisent aux FSF d'ouvertement explorer leur orientation sexuelle. En plus, les organisations de défense des droits des personnes LGBTI, de plus en plus nombreuses et dominées par des discours de prévention du VIH/SIDA parmi les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (HSH), reproduisent ces même valeurs patriarcales et ont tendance à discriminer les FSF aux sein de ces organisations.

Il est généralement admis tant par le mouvement des femmes que parmi les militants des droits sexuels et des droits des LGBTI et par les académiques, qu'il n'existe presque pas de documentation pertinente sur les réalités vécues et le bien-être des femmes qui ont des relations sexuelles avec des femmes en Afrique de l'Ouest. Pourtant, très peu de ces intervenants ont manifesté l'intérêt de développer des projets de recherche afin de dresser un état des lieux de la situation des droits des FSF. Les raisons les plus souvent évoquées comme justification sont, "les FSF sont difficiles à trouver", "les FSF sont difficiles à travailler avec", soit que très peu d'institutions financent de tels projets. Par conséquent, les FSF continuent de souffrir en silence des pratiques sociales et culturelles qui oppriment toutes autres expressions dites "non-traditionnelles" de la féminité, de l'identité du genre et de l'orientation sexuelle. Mais au-delà de tout ceci, les FSF continuent de subir d'innombrables violations de leurs droits humains fondamentaux.

Nous pouvons citer entre autre, les mariages forcés et précoces, les violences tant physiques que verbales, le viol, le harcèlement sexuel, la stigmatisation et la discrimination au sein de leurs familles, dans leur communauté, à l'école et au travail.

Le Réseau des Jeunes LGBTQ d'Afrique de l'Ouest [Queer African Youth Networking Center-QAYN], une jeune organisation créée en 2010 et dirigée par des lesbiennes, a pour ambition de mettre en place un vaste réseau de soutien pour promouvoir la sécurité et le bien-être des jeunes lesbiennes, gays, bisexuel-le-s, transgenres et toute autre personne à sexualité diverse en Afrique de l'Ouest. D'avril à août 2011, QAYN a mené un projet d'étude dans deux pays ouest-africain, l'un anglophone et l'autre francophone à savoir, le Ghana et le Burkina Faso. L'un de nos partenaires au Nigéria, Women's Health and Equal Rights (WHER), a effectué simultanément la même étude au Nigéria. Cette étude, dirigée par des lesbiennes, était la première du genre à être conçue et menée par des groupes dirigés par des lesbiennes en Afrique de l'Ouest. Une préparation est en cours en vue de mettre sur pied un processus similaire dans plusieurs autres pays.

L'un des objectifs de QAYN est de promouvoir le leadership des FSF en Afrique de l'Ouest, dans le but de créer un vaste réseau de soutien et de solidarité en vue de la création d'un environnement favorable dans lequel les FSF peuvent se connecter, débattre ouvertement et librement des questions les concernant. En aidant avec le développement des capacités en leadership des FSF, QAYN vise à créer un réseau de jeunes leaders, leur donner les moyens de faire avancer les questions de droits sexuels dans la sous-région et d'encourager l'activisme de sorte que ces leaders puissent plaider pour un environnement culturel, socio-économique et politique plus respectueux des droits fondamentaux de ce groupe marginalisé.

Nous reconnaissons qu'il existe une pléthore de termes utilisés pour décrire les femmes aimant des rapports sexuels avec des femmes et que selon les pays et les contextes sociaux, ces femmes elles-mêmes utilisent différents termes pour se décrire. Dans le cadre du présent rapport, nous utiliserons le sigle FSF.

2. OBJECTIFS

D'avril à août 2011, QAYN a mené une série d'entretiens individuels et des groupes de discussions afin de documenter les difficultés vécues par les FSF, les défis auxquels elles font face quotidiennement et les stratégies qu'elles utilisent pour les contourner. Les objectifs suivants étaient visés:

- Documenter les difficultés vécues par les FSF Burkina Faso, Ghana et au Nigeria;
- Faire une analyse critique de la nature du leadership féminin dans la sous-régions afin de réfléchir ensemble sur la mise en œuvre d'une stratégie devant permettre de créer plus de visibilité sur les efforts menés par les FSF et de constituer un réseau régional de jeunes femmes activistes engagées;
- Identifier les besoins afin de mieux calibrer des messages de plaidoyer pour la revendication des droits fondamentaux et avancer la compréhension des droits sexuels en Afrique de l'Ouest;
- Examiner le potentiel d'un réseau et d'un mouvement social mené par les FSF.

3. COMMENT TRAVAILLONS NOUS?

Nous promettons la collaboration entre différents groupes, par conséquent, nous travaillons directement avec des groupes formels et informels de FSF sur place dans les pays où nous avons une représentation. Nous avons passé plusieurs semaines à identifier et mobiliser les femmes qui ont participé à cette étude. Dans le cas d'Accra par exemple, nous avons identifié les participantes par le biais d'une organisation locale. Après plusieurs échanges de courriers électroniques, deux de nos bénévoles, y compris le coordonnateur régional à Lagos (qui s'est rendu à Accra) et notre conseillère stratégique en planning (qui en ce moment vivait et travaillait à Accra), ont rencontré le directeur de l'organisation qui abrite ce groupe de femmes. Après la première rencontre, trois mois d'échanges de courriels, de communication téléphoniques et d'entretiens en personne, s'en est suivie l'identification des leaders de plusieurs petits groupes de femmes de la ville. Après le premier focus-group, les participantes se sont senties assez en confiance au point de suggérer l'organisation de

Seules contre tous

d'autres discussions avec des groupes dont nous ignorions l'existence et un effet boule de neige s'est ensuite créé.

Au Burkina Faso, le processus d'identification des participantes a consisté à des échanges d'emails et de coup de fils téléphoniques, pendant cinq mois, avec le directeur de la seule organisation HSH du pays, l'association Lambda. Il nous a par la suite présenté à deux lesbiennes très connectées dans leurs communautés respectives. Là encore, un effet boule de neige a suivi, chacune d'elle nous mettant en contact soit avec d'autres lesbiennes, soit avec des petits groupes informels. Plusieurs réunions ont été organisées avec les leaders des groupes qui ont participé à ce projet afin de mieux les informer du projet. Chaque leader demandait une réunion préliminaire avec l'enquêtrice, le plus souvent par téléphone la première fois, puis en personne, ceci afin de les mettre en confiance et leur expliquer en quoi consistait le projet. Par la suite, l'enquêtrice rencontrait le reste du groupe pour s'entretenir sur les questions de sécurité ou tout autres questions de logistiques. À chaque fois, les participantes ont identifié elles-mêmes l'endroit où la discussion a eu lieu.

En outre, à Ouagadougou, l'enquêtrice a été mise en contact avec d'autres groupes, lors d'ateliers sur les questions des minorités sexuelles. Cependant, en raison de contraintes financières, elle n'a pas pu rencontrer tous les groupes de Ouagadougou ou se rendre à Bobo-Dioulasso pour répondre aux demandes de deux groupes ayant exprimé leur intérêt à participer à ce projet.

Pour le cas du Nigeria, les contraintes financières ont empêché les enquêtrices de faire le déplacement dans ce pays. Le partenaire local QAYN, Women's Health and Equal Rights (WHER) a mené son projet en sélectionnant dix membres de l'organisation pour participer à une discussion de groupe le temps d'une demi-journée.

Méthodologie

1.1 RATIONEL

La méthodologie principale de ce projet d'étude a été des entretiens individuels et des groupes de discussions. Ce choix est basé sur le fait que des groupes de discussions facilitent mieux l'expression des opinions individuelles dans le cadre d'échanges et de débats entre pairs. Nous estimons qu'en créant un environnement propice à la confiance, où les participantes pouvaient interagir directement avec les enquêtrices, cette approche permettrait de renforcer le sentiment d'égalité entre ces dernières et les participantes. Par ailleurs, le choix des groupes de discussions était basé sur la stratégie qu'en rassemblant un nombre de participantes aux profils mixtes, mais avec des expériences partagées. Ce genre de rassemblement pouvant favoriser des analyses critiques du contexte social et politique qui influe sur les expériences des participantes. Les commentaires et autres avis sur ce projet ont prouvé que la tenue de groupes de discussions et combinée avec des entretiens individuels ont été un bon mélange de méthodes afin de mettre en avant les expériences des FSF.

1.2 METHODE

Chaque réunion de groupe démarrait généralement avec un petit rafraîchissement afin de donner du temps aux arrivantes pour s'installer et les permettre de se détendre et mieux s'accommoder. Les discussions commençaient par une explication formelle du projet et son but, ensuite adressaient les questions de confidentialité et de sécurité. Les facilitatrices de QAYN démarraient chaque séance en se présentant personnellement avant de faire la présentation de la structure. Elles demandaient ensuite aux participantes de se présenter en donnant leur nom, leur sexe et leur orientation sexuelle. Cette présentation était toujours suivie d'une discussion afin de déterminer les mots ou codes utilisés pour s'auto-identifier dans le contexte local. Dans chaque groupe de discussion nous avons eu besoin de traduction dans au moins un dialecte local.

Les questionnaires étaient centrés sur des thèmes précis afin de mieux encadrer et guider les discussions.

Seules contre tous

Pour chaque thème, un sous-ensemble de questions secondaires étaient utilisés en vue de stimuler les participantes à mieux échanger sur un sujet particulier. Une question "pont" servait de transition en vue d'introduire un nouveau sujet et d'accroître les interactions entre les participantes. Les séances duraient entre deux et quatre heures ou plus, s'achevant une fois que les questions épuisées.

Bien qu'il y ait eu de légères différences dans les approches d'animation dans les trois sites (Accra, Ouagadougou et Abuja), les mêmes thèmes ont été abordés. Une sélection de citations des participantes est incluse dans le présent rapport, afin de mettre en évidence leurs voix.

Le canevas de la recherche a eu recours à la définition de lesbienne, bisexuelle, transgenre, queer et de femmes qui ont des relations sexuelles avec des femmes pour recruter les femmes ayant participé aux groupes de discussion. L'âge, le niveau d'études et la classe sociale n'ont pas été pris en compte dans la sélection des participantes. En plus des groupes de discussion, plusieurs entretiens individuels ont été menés afin de permettre à certaines des participantes de partager des expériences qu'elles n'auraient pas pu dévoiler dans un contexte de groupe.

Les discussions à Accra, au Ghana et à Abuja, au Nigeria ont été documentés par au moins une des enquêtrices. Leurs notes ont ensuite été assemblées pour créer une documentation précise des discussions. Une enquêtrice a pu se rendre à Ouagadougou, au Burkina Faso pour le projet. Elle a eu recours à une combinaison d'éléments pour documenter son travail, notamment la prise de notes et l'enregistrement sur bande numérique qui l'on assisté dans la rédaction de son rapport.

1.3 LE PRODUIT FINAL

Le présent rapport, ne fait que résumer les conclusions de ce projet et les procédés utilisés. Une rédaction de brochures de plaidoyer dans ces différents pays, basées sur les résultats clés suivra.



Corinna Nicole, Like to Like #34 Oil on Canvas. Courtesy the artist

RECAPITULATIF DES ELEMENTS CLES

- Les FSF sont souvent forcées ou contraintes à des relations hétérosexuelles, au mariage forcé et parfois à avoir des enfants pour satisfaire les attentes de la famille et de la société ou pour fuir les menaces de reniement, de violence ou de mort proférées par les membres de leurs familles.

- Les FSF sont victimes de chantage et d'extorsion, d'insultes et d'attaques verbales de manière régulière et elles ont peur pour leur sécurité. Signaler ces situations auprès de la police signifie pour elles "faire leur coming-out", ce qui ne sera plus considéré comme une atteinte aux droits humains, mais tout simplement comme une question d'orientation sexuelle, rendant ces femmes d'avantage vulnérables. En essayant ainsi de réclamer justice, une femme pourrait plutôt s'attirer d'autres ennuis.

- Le plus souvent, les victimes de viol souffrent de traumatismes et de stigmatisation, et ne peuvent pas se rendre dans un hôpital pour bénéficier

d'examens et de soins appropriés et savent qu'elles ne peuvent pas compter sur une enquête de police objective pour que justice leur soit rendue. Elles de la part du personnel médical craignent en outre, les préjugés et la discrimination

- Les FSF parlent constamment de la crainte d'être involontairement "poussées hors du placard". Par exemple, une participante d'un des groupes de discussions a affirmé que "des lesbiennes connues sur le campus universitaire ont été démasquées et des images d'elles avec leurs noms et numéros de chambre ont été rendu public; les personnes à l'origine de ces publications, encourageaient les autres étudiants à contribuer à aider ces jeunes femmes à abandonner le lesbianisme dans la mesure où, s'ils les trouvaient belles, ils n'avaient qu'à aller les rendre visites." Ceci est un potentiel appel au viol correctif, de l'intrusion dans leur vie privée, de la compromission de leur sécurité et un appel à une plus grande stigmatisation vis-à-vis de ces jeunes femmes.

- Il y a une forte pression familiale pour que ces femmes se conforment aux normes traditionnelles, et pour celles qui résistent, elles sont menacées de reniement.
- Les FSF le plus souvent identifient le chômage et la pauvreté comme étant leurs plus grandes préoccupations, en plus de la marginalisation et de l'invisibilité.
- Presque toutes les participantes croient qu'être FSF est illégal, en dépit du fait qu'il n'existe pas de loi sur les pratiques homosexuelles entre femmes au Ghana et au Burkina Faso.
- Les FSF ont dû mal à vivre ouvertement leur orientation sexuelle, en particulier lorsqu'elles sont soumises à la violence dans leurs familles, aux moqueries, à la stigmatisation et à la discrimination au quotidien, aux extorsions et souvent à l'homophobie d'état.
- Un grand nombre des FSF souffrent d'une très faible estime de soi, d'isolement psychologique et sont généralement engagées dans des relations hétérosexuelles afin de mieux "s'intégrer" dans la société et d'alléger la pression familiale. Mais, le plus souvent ces relations finissent mal avec à la clé, les femmes se retrouvent seules, avec des enfants à leur charge, avec très peu ou pas du tout d'appui financier.
- Il a également été souligné que certaines FSF sont exposées aux grossesses non désirées et aux maladies sexuellement transmissibles, en particulier celles qui se livrent à des activités sexuelles avec des hommes (pour diverses raisons) ou qui sont travailleuses de sexe.
- L'organisation communautaire au sein des groupes de FSF reste difficile en raison de la crainte d'être exposée, de l'absence de leaders capables de rassembler la communauté et le fait que les ressources et l'attention sur les minorités sexuelles dans la sous-région sont focalisées sur les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (HSH).
- Certaines participantes ont fait valoir que le principal problème que rencontrent les organisations communautaires FSF était "le L du cigle LGBT". Elles sont séparées et ont moins de soutien de l'ensemble de la communauté LGBT", qui exprime peu d'intérêt à soutenir le renforcement d'un mouvement FSF en Afrique de l'Ouest.
- Certaines des participantes ont fait savoir leur manque de compréhension et leur frustration sur le fait que les bailleurs de fonds ne s'intéressent pas activement aux questions des lesbiennes en Afrique de l'Ouest
- Certaines participantes ont exprimé le désir participer à un ouvrage qui racontera les difficultés vécues par les FSF, ouvrage qui sera partagé au sein de leur communauté et au-delà.

1ère Partie: Vivre sous le spectre de la famille, de la société et de l'état: Les réalités des FSF à Accra, Ghana

Bref aperçu du contexte du pays en matière d'orientation sexuelle et d'identité de genre

Au Ghana, la principale référence légale en matière de pratique homosexuelle est la Loi sur la révision du Code pénal de 1992 qui, en utilisant l'expression "relations sexuelles contre nature", interdit toute activité sexuelle entre adultes consentants de même sexe. Bien que cette loi ait souvent été utilisée principalement pour cibler les pratiques homosexuelles entre hommes, la forte influence religieuse et les croyances socioculturelles conduisent à de graves discriminations à l'endroit des personnes LGBTI de manière générale. Ces personnes sont confrontées à des discriminations graves et généralisées de la part de leurs familles et de l'ensemble de la société. Qui plus est, les actes de discrimination et de harcèlement sont souvent justifiés et tolérés par l'état sur évocation de cette loi.

Bien que la loi anti-homosexualité n'incrimine pas de manière spécifique les pratiques sexuelles des FSF, pas plus qu'elle ne traite directement de l'identité de genre, il existe au sein de la communauté LGBTI à Accra, la perception selon laquelle être lesbienne, transgenre ou FSF est illégal. Même si cela n'est pas explicitement illégal, le niveau et les formes de discrimination sont si répandus que les FSF sont incapables de s'épanouir dans leur sexualité d'une manière sûre et de jouir librement de leurs droits sexuels.

En Juin 2011, une fuite d'un rapport préliminaire sur la communauté des HSH dans la région occidentale du Ghana a cristallisé les attentions et donné naissance à un débat public sur l'homosexualité à travers le pays. Depuis cet incident, le climat est devenu de plus en plus hostile et dangereux pour les personnes qui s'identifient comme LGBTI et/ou qui sont perçues comme telles. En se servant de ce rapport, plusieurs leaders politiques ont fait des déclarations qui ont contribué à renforcer le climat d'hostilité et d'insécurité pour les personnes LGBTI. En Juillet 2011, le ministre de la région de l'Ouest, Paul Evan Aidoo, a appelé à rafler et arrêter toutes les personnes homosexuelles dans la région. Il a notamment appelé tous les propriétaires et les locataires à violer le droit à la vie privée et à la sécurité en dénonçant tous les homosexuels, réels ou supposés, auprès des forces de l'ordre au niveau local, ceci en vue de "débarrasser le Ghana des gays". Ce même mois, le président John Evans Atta Mills, déclarait que "l'homosexualité et le lesbianisme" étaient parmi les vices qui contribuent à la dégradation des valeurs culturelles du Ghana. Il déclarait également que le gouvernement ne dépénaliserait pas l'homosexualité et que les personnes LGBTI devraient "cesser cette pratique". Depuis Juin 2011, des questions autour de l'orientation sexuelle ont suscité de nombreux débats publics, en particulier dans les journaux (y compris Internet) et les médias audiovisuels. De nombreux chefs traditionnels, religieux et des élus ont utilisé les médias publics pour condamner l'homosexualité, la qualifiant de pratique impie, non-africaine et la considérant comme étant une importante menace à l'intégrité et aux valeurs culturelles et morales du pays. Ce climat a d'avantage contribué à la marginalisation des personnes LGBTI au Ghana, avec des conséquences importantes sur l'accès aux services de santé vitaux, tout en augmentant considérablement leur vulnérabilité aux menaces et actes de violence.

Présentation des participantes

QAYN a organisé deux groupes de discussions à Accra en Avril 2011 et tenu cinq entretiens individuels entre Juillet et Août 2011. La première discussion, facilitée par Rashidi Williams, coordonnateur régional QAYN qui est basé au Nigéria et Mariam Armisen, Fondatrice et Directrice de QAYN, s'est tenu dans un lieu public,

un quartier populaire près de la plage, un endroit bien connu des participantes. La deuxième discussion de groupe, animée par Mariam Armisen, a eu lieu dans la résidence privée de Caroline Kouassiaman, conseillère stratégique en planning, qui à l'époque, travaillait et vivait à Accra.

Les 12 femmes qui ont participé au premier groupe de discussion à Accra étaient membres d'une organisation FSF locale dénommée Sister to Sister for Social Justice and Empowerment (SSSJE). La majorité de ces femmes assistait à la réunion en tant que leader d'un sous-groupe au sein de l'organisation. La plupart d'entre elles étaient d'apparence masculine. Leur âge variait entre 19 et 40 ans et n'avait jamais, pour la plupart, reçu d'éducation formelle, était originaire d'Accra et résidait dans les communautés côtières de la ville. Très peu répondaient aux questions en anglais, la plupart préférant s'exprimer en Ga (langue locale parlée à Accra) ou parfois en Twi (une langue locale parlée dans tout le Ghana), d'où le besoin de deux traducteurs. Toutes les participantes étaient venues des quartiers les plus pauvres de la ville. La plupart n'avaient pas d'emploi, sauf une, qui travaillait comme coiffeuse. Au début, elles étaient très réticentes à répondre aux questions. Mais, une fois la première heure écoulée, elles sont devenues plus détendues, plus conviviales et plus engagées.

Les 10 femmes qui ont pris part à la deuxième discussion de groupe avaient quasiment le même profil que les précédentes, à la seule différence qu'elles avaient des apparences plus féminines. Près de 2/3 étaient très jeunes, entre 20 à 27 ans, étaient des mères célibataires et n'avaient jamais été à l'école. Une participante était enceinte pendant l'activité. Comme celles du premier groupe, elles étaient toutes sans emploi. Nous avons utilisé un appartement privé pour la tenue du reste des rencontres, ce qui a contribué à créer un environnement plus détendu et une atmosphère qui a permis des interactions plus actives. Les groupes ont discuté de nombreux sujets importants et difficiles et les participantes ont partagé leurs opinions le plus souvent sans réserve.

En plus des groupes de discussion, un certain nombre de conversations ont eu lieu avec les femmes n'ayant pas pu y assister ou qui ont voulu partager des observations supplémentaires en privé.

Les points forts des discussions

- Les pressions familiales et sociétales auxquelles sont confrontées les ghanéennes FSF;
- La nécessité d'une éducation accrue du public et la sensibilisation sur les droits humains et le cadre juridique;
- Le problème de l'accès à l'éducation et aux opportunités économiques;
- Le problème de l'accès au matériel de prévention sain, sûr et aux services de santé appropriés;
- Le besoin de mieux organiser groupes communautaires FSF.

Résumé des constatations

Les principaux thèmes apparus à travers les séances de discussion des groupes et des entretiens individuels menés, étaient la marginalisation et l'invisibilité des FSF, en plus du chômage et de la pauvreté. Presque toutes les participantes croyaient que le fait d'être FSF au Ghana est illégal, en dépit de la loi silencieuse sur les pratiques homosexuelles entre femmes. Les participantes ont évoqué les difficultés à vivre leur sexualité, faisant face à différentes formes de violences au sein de leurs propres familles, les moqueries, la stigmatisation et la discrimination dans les rues, l'extorsion et la constante homophobie de l'état. Les femmes ont parlé des problèmes d'estime de soi, d'isolement psychologique et sont souvent engagées dans des relations hétérosexuelles juste afin de mieux "s'intégrer" dans la société et d'éviter la pression famille. Cependant, dans la plupart des cas, ces relations se terminent mal et elles se retrouvaient livrées à elles-mêmes, le plus souvent devenaient des mères célibataires avec très peu – ou pas du tout de moyens pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs enfants. Il est également apparu le fait que les FSF sont exposées aux grossesses non désirées et aux maladies sexuellement transmissibles lorsqu'elles ont des rapports sexuels avec des hommes pour des raisons diverses ou

quand elles pratiquent le travail de sexe. Organiser la communauté FSF s'avéré être difficile dans la mesure où, les femmes elles-mêmes ont peur d'être exposées, l'absence de leaders expérimentés capable de rassembler les membres les groupes dans la durée et le manque de ressources afin de mieux mener la mobilisation communautaire, étaient certains des difficultés notées.



Corinna Nicole, Like to Like #24 Oil on Canvas. Courtesy the artist

Aperçu des principales constatations

Selon certaines participantes, le rêve de toute ghanéenne est d'avoir une famille qui l'aime et la soutienne dans ses choix. Par contre, elles estiment "qu'il est mieux, plus sécurisant et plus simple d'être un homme qu'une femme au Ghana." Une participante partagea son expérience, la pression famille qui la poussait à se justifier en permanence sur le fait qu'elle n'ait pas d'enfants et qu'elle n'était pas mariée. Ainsi, pour éviter ces pressions et ces intrusions dans sa vie privée, cette participante décida de "faire quelque chose en ayant des enfants" pour satisfaire les désirs de leurs parents d'avoir des petits-enfants et mettre fin à tout soupçon. Les pratiques religieuses s'ajoutent aux difficultés auxquelles font face les FSF d'Accra. Une participante, jeune femme musulmane qui s'identifie comme transgenre, a discuté de vivre sa sexualité dans la clandestinité parce que sa religion interdit l'homosexualité, doublé du fait qu'il/elle est la seule fille dans sa famille et qu'il/elle est forcé-e de porter des vêtements féminins. Il/elle a arrêté de s'identifier comme un garçon afin d'éviter d'être constamment battu/e par les membres de sa famille.

Pour les femmes dont l'apparence ne cadre pas avec les stéréotypes de la femme africaine, même le simple fait de marcher dans la rue provoque généralement des moqueries et du harcèlement. En outre, leurs amies (peut importe leur orientation sexuelle) ont peur de marcher dans la rue avec celles qui ont une apparence masculine. Une seule des participantes qui passe facilement pour un homme, a affirmé que les gens avaient réellement peur d'elle. Les membres de ces groupes de discussion ont par ailleurs relevé le fait que des viols correctifs soient rarement perpétrés sur les FSF au Ghana, mais que néanmoins, elles restent victimes d'atteintes physiques et se font même parfois battre par des membres de leurs familles. Dans un tel environnement, toutes les participantes ont reconnu qu'il leur était impossible de faire volontairement leur "coming out" auprès des membres de leurs familles. Elles en ont profité pour souligner le fait qu'à plusieurs égards, ce stress constituait un véritable obstacle à leur bien-être émotionnel et psychologique. ce stress constituait un véritable obstacle à leur bien-être émotionnel et psychologique.

Parmi les 25 femmes rencontrées, une seule était titulaire d'un diplôme universitaire. Beaucoup n'avaient pas fréquenté une école formelle et parmi celles qui y étaient allées, la majorité n'avait pas dépassé le niveau secondaire. Ces dernières ont exprimé leur souhait d'accéder à une école pour adultes afin d'y apprendre l'anglais et la comptabilité de base.

"Il est mieux, plus sécurisant et plus simple d'être un homme qu'une femme au Ghana."

Le chômage et la pauvreté ont été évoqués comme étant leurs plus grands défis après les problèmes d'ordre familiaux et l'hostilité de l'environnement social. Leur orientation sexuelle est généralement en lien avec leur statut socio-économique, car plusieurs d'entre elles ont indiqué que les FSF d'apparence plus masculine sont condamnées à vivre dans la pauvreté parce que personne ne voudrait employer une femme visiblement lesbienne. De même, la précarité dans laquelle vivent plusieurs d'entre elles, les poussent à s'adonner à des pratiques sexuelles non-protégées, ce qui les rend encore plus vulnérables aux infections sexuellement transmissibles et à l'infection par le VIH.

Bien que les pratiques homosexuelles entre adultes consentants de sexe féminin ne soit pas illégal au Ghana, les participantes affirment ne pas du tout se sentir en sécurité. L'une d'elles déclara d'ailleurs que les FSF "sont les personnes les plus recherchées au Ghana." Selon elles, ce silence dans la législation nationale expose davantage les minorités sexuelles à toutes sortes de violations de leurs droits tant qu'être humains. A ceci s'ajoute le cadre juridique, le manque d'éducation et d'accès à des conseils juridiques étant donné que beaucoup de FSF vivent dans la peur d'être découvertes.

Toutes les participantes ont mentionné la difficulté d'avoir des rapports sexuels sains et protégés en raison du manque de matériel de prévention, d'argent et de bonnes informations. Les participantes au premier groupe de discussion avaient connaissance des gants, des préservatifs, du gel lubrifiant, mais ont avoué ne pas y avoir accès pour des raisons financières. Elles avaient également connaissance des "gadgets sexuels" tels que les godes, les vibromasseurs, mais une fois de plus, n'y avaient pas accès pour des raisons financières.

Les participantes au deuxième groupe de discussion ont été surprises d'apprendre que deux FSF pouvaient se transmettre des IST. Parmi les 10 participantes, seules 02 n'avaient pas d'enfants. Le reste avait une moyenne de trois enfants chacune. La plupart ont avoué avoir été contraintes à s'engager dans des relations hétérosexuelles juste pour fuir la pression familiale, mais quelques-unes, ont affirmé le faire pour des raisons économiques. L'avortement sans intervention médicalisée était un autre risque pour leur santé qu'elles ont mentionné; étant donné que les FSF ne se protègent pas dans leurs relations homosexuelles, elles ont tendance à le faire également dans leurs relations hétérosexuelles, ce qui les expose davantage aux grossesses non désirées.

“Même si vous vous habillez de manière féminine et que les gens ne vous voient jamais avec un garçon, ils se mettront à vous soupçonner.”

En ce qui concerne l'accès aux services de santé adaptés, la plupart d'entre elles ont exprimé la nécessité d'avoir des prestataires de soins de santé ayant connaissance de leurs besoins spécifiques. Elles ont toutes mentionné le fait que, contrairement aux HSH, il n'y avait pas d'organisations qui fournissent des services de counseling ou de santé sexuelle, y compris les tests de dépistage du VIH gratuits spécifiquement aux FSF.

Toutes les participantes ont reconnu la nécessité de se mobiliser afin de mettre sur pied un mouvement FSF.

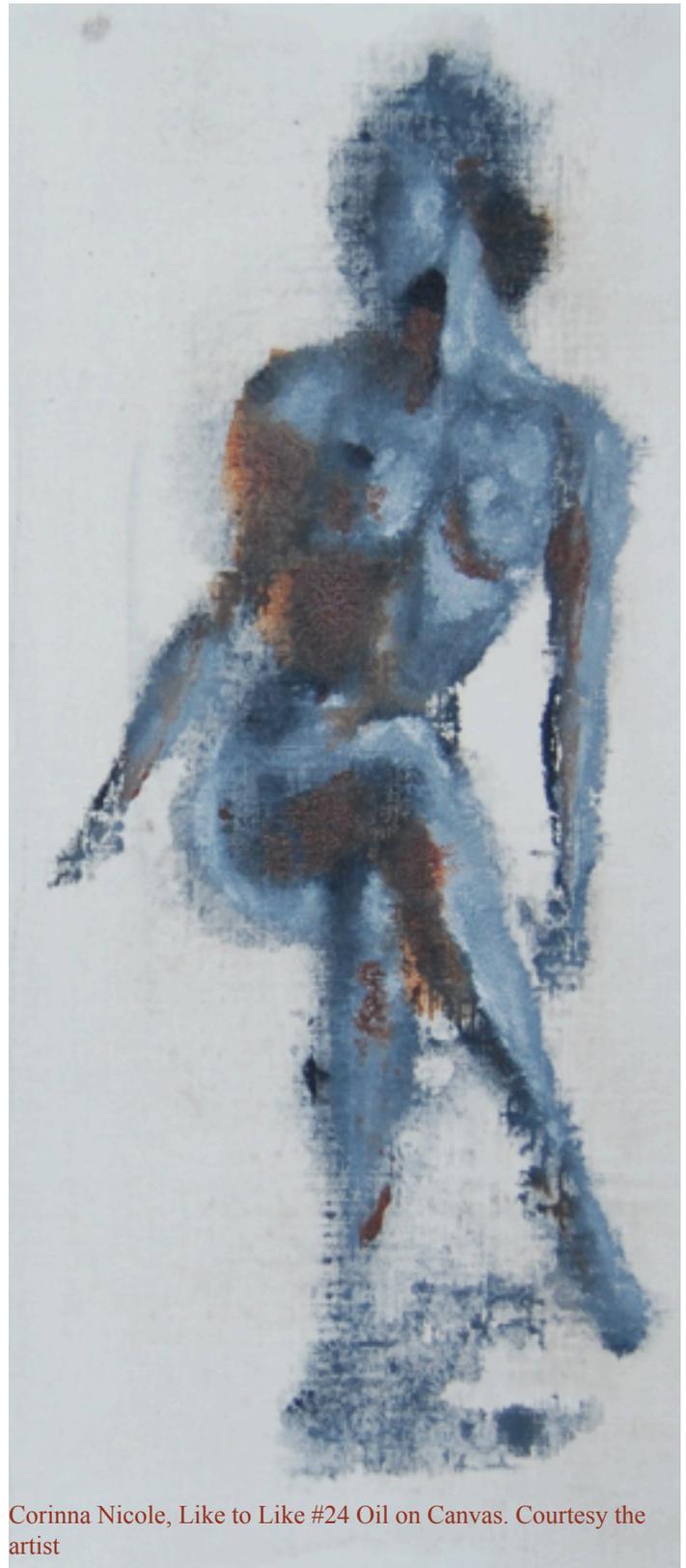
Certaines d'entre elles ont signalé avoir été invitées à participer à quelques initiatives organisées par Nana Oye Lithur, un éminent défenseur des droits humains au Ghana. Mais, leur niveau de participation à ces réunions a été faible en raison de leur manque de formation. Les participantes ont été informées de l'existence d'autres groupes de FSF dans la ville d'Accra, mais ces groupes ne coordonnent pas leurs activités et les membres interagissaient très rarement entre eux. Le nombre impressionnant de participantes à nos rencontres a démontré que le manque de possibilités d'interagir entre groupes de femmes, y compris avec le principal mouvement de femmes, contribuent aux difficultés de s'organiser en tant que mouvement FSF. Elles ont fermement condamné le sexisme et la discrimination dont elles sont victimes dans les organisations HSH. Il y avait un sentiment d'être utilisées par ces organisations pour accéder aux financements, alors que sur le terrain, il n'existe aucun programme développé par ces organisations en direction des FSF.

Observations et leçons apprises

- **Bien que la première discussion de groupe se soit tenue dans un espace public, ceci n'était pas vraiment un endroit très calme ou particulièrement sécurisé, surtout au vu de la curiosité des passants. A plusieurs reprises, nous avons été interrompus par des personnes qui voulaient connaître la raison du rassemblement. Ces intrusions ont provoqué des sentiments d'insécurité parmi les participantes. Nous avons été obligés de mettre fin à la réunion plus tôt que prévu pour des raisons de sécurité. Après cette expérience, pour le reste du processus à Accra, toutes les autres rencontres ont eu lieu dans des domiciles privés par conséquent.**
- **Les discussions ont toutes démarrées timidement mais, plus nous nous entretenions avec elles, plus les participantes s'ouvraient et partageaient leurs expériences.**
- **Les femmes ont donné leurs positions par rapport au fait que l'homosexualité était illégale au Ghana, et s'inquiétaient du fait que la pression de la communauté internationale pour dépénaliser l'homosexualité étaient plutôt en train d'engendrer une forte réaction hostile de l'opinion publique en**

général, ce qui à son tour, affectait leurs réalités au quotidien.

- Les débats ont montré à quel point les FSF étaient une population marginalisée et hautement vulnérable, soumise à toutes sortes de violations de leurs droits fondamentaux. Elles sont extrêmement vulnérables aux violences physiques, aux violences sexuelles et autres risques en matière de santé sexuelle, surtout lorsque volontairement ou non, elles sont engagées dans des relations hétérosexuelles ou ont des comportements sexuels à risque avec des hommes pour des raisons économiques.
- Toutes les FSF évoquées dans le présent rapport ont affirmé souffrir en silence, du fait de ne pas pouvoir profiter pleinement et librement de tous leurs droits. Beaucoup d'entre elles ont parlé de leurs luttes internes au sein de leurs familiales, des pressions familiales qui voudraient qu'elles soient différentes et les obligeant à mener une double vie. Pour celles à corpulence masculine, elles ont mentionné la peur permanente, quand elles se promènent dans la rue, du fait qu'elles doivent toujours rester sur la défensive.
- Certaines ont déclaré se battre, physiquement et verbalement, avec des personnes dans la rue qui, en raison de leur orientation sexuelle supposée les agressent.
- Certaines ont affirmé que la majorité des églises n'acceptent pas des personnes LGBTI au sein de leurs églises et d'autres ont mentionné que les églises prêchent l'homophobie.
- Toutes les personnes ayant participé à cette étude semblaient être très intéressées à l'idée d'un mouvement FSF au Ghana, mais ont également reconnu le fait qu'une formation en leadership et sur le management des associations; tout comme l'envie de devenir les maîtresses de leur vie et participer activement au développement de leurs communautés.



Corinna Nicole, Like to Like #24 Oil on Canvas. Courtesy the artist

- Même si elles sont conscientes du fait que la question des droits humains était d'une grande importance, les responsables des groupes reconnaissent également ne pas avoir les aptitudes et la capacité de militer pour leurs droits sans être dotées de connaissances adéquates.

2eme partie: Les lois discriminatoires et patriarcales du système social Nigerian et leurs effets sur la santé physique et psychologique des lesbiennes et bisexuelles du Nigeria

Bref aperçu du contexte du pays en matière d'orientation sexuelle et identité de genre

Dans la plupart des pays ouest-africains et en particulier dans les pays anglophones, les pratiques homosexuelles entre adultes consentants sont condamnées et criminalisées par des lois homophobes. Au Nigeria, le pays le plus peuplé de la sous-région, les personnes LGBTI sont victimes d'actes de violations et d'abus de leurs droits fondamentaux en toute impunité, perpétrés à la fois par l'état et par la société de manière générale. La promulgation fin 2011, de la loi la plus répressive et discriminatoire à l'endroit des minorités sexuelles jamais promulguée jusqu'à ce jour, le "projet de loi sur l'interdiction du mariage entre personnes de même sexe", qui était en fait une révision d'une précédente loi contre l'homosexualité, prévoit jusqu'à 10 ans d'emprisonnement pour tout étalage d'affection entre les couples de même sexe en public, et en plus, criminalise toute organisation ou groupe de personnes soutenant les droits des personnes LGBTI.

En outre, dans le nord du Nigeria qui est régi par la Charia, les personnes LGBTI qui y vivent sont doublement pénalisées. Les dispositions du Code de la Charia appliqué dans les 12 états musulmans, prévoient des peines très sévères envers les personnes ayant une orientation sexuelle et une identité de genre considérée comme déviante et anti-islamique. Le Code prévoit des sanctions spécifiques pour les personnes homosexuelles de sexe masculin et féminin. Ainsi, les articles 130, 131 et 134 du Code de la Charia stipulent "quiconque commet le crime de sodomie:

"A droit à cent coups de fouet et s'il est célibataire, doit être passible d'un emprisonnement d'une durée d'un an, ou s'il est marié il doit être lapidé à mort"

"Toute femme qui se livre à des relations homosexuelles mérite une bastonnade qui peut aller jusqu'à cinquante coups de fouet ou plus, peut être condamnée à une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à six mois"

Les lois répressives et discriminatoires auxquelles s'ajoute le système social patriarcal sont les principaux facteurs qui contribuent à l'isolement physique et psychologique des femmes ayant des rapports sexuels avec d'autres femmes (FSF). Les jeunes femmes et les filles qui dépendent encore du soutien parental vivent en permanence dans la peur d'être découvertes. Se cachant sans cesse, elles doivent faire face chaque jour à des familles qui ne les oppriment, vivre dans l'invisibilité et la crainte pure et simple.

Rationnel de l'étude

Il y a un manque d'informations fiables sur la santé, les droits et le bien-être des femmes lesbiennes et bisexuelles au Nigeria. Au fil des ans, les activistes travaillant sur les questions concernant les lesbiennes et bisexuelles ont été négligées par la communauté universitaire, les ONG de défense des droits des femmes, les acteurs de la santé publique et tous les autres acteurs clés travaillant sur la thématique du genre au Nigeria. Le résultat de ce manque d'intérêt, est que ces femmes restent confronter à de nombreux défis au quotidien, y compris en matière de santé publique car leurs besoins spécifiques en ces matières sont ignorés.

femmes lesbiennes et bisexuelles basée à Abuja, au Nigeria a organisé un groupe de discussion dans le but d'identifier les besoins et les risques auxquels font face les membres de cette communauté. Un groupe de discussion entre pairs a été organisé pour cette étude. Les animatrices ont démarré la séance en commençant par rappeler aux participantes le but de la discussion de groupe - qui était de "discuter des questions qui affectent les lesbiennes et bisexuelles à Abuja".

Les points forts des discussions

- Les questions de stigmatisation, de discrimination et des droits des lesbiennes et bisexuelles;
- L'accès aux soins de santé adaptés à leurs besoins spécifiques;
- Le défi de l'acceptation de soi et de l'homophobie intériorisée;
- Les extorsions et le chantage;
- La santé sexuelle et les questions de droits, y compris les violences sexuelles et les risques en matière de santé sexuelle.

Résumé des constatations

- Les FSF sont régulièrement victimes d'extorsion, d'attaques verbales, mais n'osent dénoncer ces faits à la police, car elles ont peur pour leur propre sécurité dans la mesure où, en parler à la police, reviendrait à faire leur "coming-out". Ce qui en retour, détournerait l'attention de la police des violations, qui se focaliserait plus que sur leur orientation sexuelle des victimes, leurs causant encore plus de dommages.
- Les FSF vivent constamment dans la peur d'être involontairement "forcées hors du placard".
- Le plus souvent, les victimes de viol souffrent de traumatismes, de la stigmatisation et ne se sentent pas assez en sécurité pour se rendre dans un hôpital afin de bénéficier d'exams appropriés ou d'un traitement d'une part. D'autre part, elles savent qu'elles ne peuvent pas compter sur une enquête de police objective. Pire, elles redoutent les préjugés et la discrimination de la part des fonctionnaires de police.
- Il y a une forte pression familiale et la possibilité d'être désavouée; et ce qui se réalise dans de nombreux cas.
- Les lesbiennes se retrouvent contraintes à avoir des relations hétérosexuelles, à se marier et à avoir des enfants pour répondre aux différentes attentes familiale et de la société ou alors pour fuir les menaces de désaveux, de reniement ou de mort que leurs brandissent les membres de leurs familles.

Récapitulatif des constatations

La séance a débuté par une discussion sur le rejet des FSF par la société. Toutes les participantes ont identifié ce rejet comme un défi majeur auquel elles font face en tant que minorités sexuelles. Certaines participantes ont expliqué combien il est difficile pour beaucoup de femmes lesbiennes et bisexuelles d'exprimer leur orientation sexuelle, surtout lorsqu'elles vivent dans un environnement culturel nigérian typique où les parents et autres membres de la famille s'attendent généralement à ce que leurs filles se marient et aient des enfants avec des hommes.

Au cours de cette discussion, une participante a parlé de son expérience, de ce qu'elle a traversé lorsque ses parents ont découvert qu'elle était lesbienne. Elle a dit que ses parents ont immédiatement pris le lesbianisme comme étant un problème spirituel et par conséquent l'ont emmené dans une église où des pasteurs ont eu recours à ce qu'on appelle des séances de "délivrance". Le but, disait-elle, était de l'empêcher de se livrer à des pratiques homosexuelles, pratiques "démoniaques". Selon elle, "Malgré tous les efforts des pasteurs pour me délivrer du lesbianisme je reste qui je suis. "

Les participantes ont partagé les expériences des agressions verbales et autres violences vécues au quotidien dans différents contextes tels que le milieu scolaire, les lieux de travail, les lieux de résidence, etc. Les exemples abus verbaux fréquemment utilisés sont, “Putain de lesbienne”, “bande de lesbiennes maudites”, et “lesbiennes éhontées”. Une participante a partagé l’histoire d’une de leurs amies, une lesbienne qui a été presque brûlée à Los, une ville au nord du Nigeria, lorsque les gens ont découvert son orientation sexuelle.

“Malgré tous les efforts des pasteurs pour me délivrer du lesbianisme je reste qui je suis.”

Les participantes ont débattu de la violence sexuelle comme étant un problème grave auquel fait face la communauté FSF. Il a été fait mention d’un certain nombre de cas où des lesbiennes ont subi un viol correctif par des hommes en colère, car estimant que ces femmes “gaspillaient leurs beautés en couchant avec d’autres femmes” plutôt que d’avoir des rapports sexuels avec des hommes. Ces hommes utilisent le viol comme un moyen de convertir les lesbiennes en femmes hétérosexuelles. Une autre participante a cité l’exemple d’une jeune lesbienne qui avait été violée par un homme qu’elle connaissait, mais décida de garder le silence pour diverses raisons, tout comme elle refusa de consulter un médecin en raison de la crainte d’être stigmatisée, d’être forcée de “sortir du placard”.

Les participantes ont discuté des questions de santé et notamment ou plutôt de leur manque. A ce niveau de la discussion, les participantes ont identifié la discrimination du personnel médical à leur égard telle qu’elles le vivent dans les centres de santé, comme étant un obstacle majeur pour elles, en matière d’accès aux soins de santé adaptés à leurs besoins spécifiques. Elles ont fait état de certains cas où des lesbiennes et bisexuelles ont été humiliées et discriminées par certains personnels médicaux lorsque ceux-ci avaient découvert leur orientation sexuelle.

Elles ont davantage expliqué l’impact de la discrimination dans le milieu médical, la manière dont elles continuaient de contracter des infections sexuellement transmissibles mais due à la stigmatisation généralisée dans le milieu médical, sont effrayées de se rendre dans ces centres médicaux. Toutefois, pendant la discussion, certaines participantes ont mentionné le fait que les leaders religieux sont également un des facteurs encourageant cette discrimination généralisée. D’après elles, les chefs religieux usent de leur position pour influencer l’opinion publique en condamnant les pratiques homosexuelles à travers leurs prédications tant dans les églises que dans les mosquées.

Il a été demandé aux participantes si elles avaient déjà suivi des cours d’éducation sexuelle et reçu des informations sur la santé sexuelle des FSF; certaines d’entre elles ont mentionné en avoir eu accès à ce genre d’information sur Internet. En outre, la plupart d’entre elles n’avaient pas encore été informées sur l’usage des préservatifs et de toute autre protection pendant des rapports homosexuels entre femmes. Cela est probablement dû à ces fausses croyances largement répandues que les IST, y compris le VIH ne se transmettait pas entre deux femmes qui ont des rapports sexuels entre elles.

“S’il n’y avait pas de discrimination, les gens seraient plus ouverts et partageraient plus leur intimité avec leurs proches. Moi par exemple, je ne dirai jamais à mon père que je suis lesbienne, parce qu’il me tuerait s’il l’apprenait.”

Un grand nombre d’entre elles ont reconnu que certaines lesbiennes et bisexuelles ont parfois des relations sexuelles avec des hommes pour des raisons économiques, qui peuvent accroître leur vulnérabilité aux IST, y compris le VIH. Une a affirmé que certaines de ses amies lesbiennes sont maintenant mariées contre leur gré. Elle a en outre expliqué que ces femmes souffrent en silence parce qu’en ce qui concerne leur sexualité, elles ne sont pas épanouies.

Une autre a partagé les histoires de certaines amies qui se livrent au commerce du sexe pour assurer leur survie économique. La question du multi-partenariat a également été évoquée comme étant un autre défi en matière de santé sexuelle dans la communauté FSF à Abuja.

Toutes les participantes ont reconnu l'absence d'organisations offrant des services de counseling, des services de santé, incluant la santé sexuelle envers les FSF à Abuja. Elles reconnaissent que bon nombre de FSF sont exposées à des crises d'anxiété, à la dépression et même au tentative de suicide en raison des nombreux défis auxquels elles sont souvent confrontées au quotidien dans la société nigériane. Les extorsions et le chantage ont également été identifiés comme un autre sujet de préoccupation pour elles, même si aucune des participantes n'en avait encore jamais été victime personnellement. Seules quelques unes ont affirmé avoir des amies qui ont été extorquées et victimes de chantage sur la base de leur orientation sexuelle. Bien que la plupart des participantes semblaient être confortables avec leur orientation sexuelle, l'homophobie intériorisée semblait également être un problème quotidien.

Observations et leçons apprises

- Les participantes étaient très passionnées par les thèmes abordés lors de la discussion et il était évident que chaque participante était ravie de faire partie de cette étude.
- Due à la discrimination généralisée, il n'existe pas de services spécifiquement dédiés aux FSF au Nigeria. Ainsi, en matière de santé sexuelle et reproductive, les besoins à combler sont nombreux.
- La plupart des participantes étaient assez ignorantes sur les questions de santé sexuelle et reproductive, spécialement concernant les FSF. Certaines d'entre elles ont démontré un grand potentiel à devenir des activistes et des travailleuses sociales sur les questions de santé des lesbiennes et bisexuelles. Il faudrait cependant que leurs capacités soient renforcées.
- Pour de nombreux nigériens, le lesbianisme est une pratique démoniaque et diabolique. Cette ignorance

renforce la discrimination et le rejet de la société.

- Le fait que certaines personnes croient que les FSF peuvent être reconverties à travers des prières ou par le biais de la violence sexuelle est aussi un autre défi, car ceci peut inspirer la violence et les crimes haineux à l'endroit des FSF.
- Les FSF restent extrêmement vulnérables à la violence physique, à la violence sexuelle et aux risques en matière de santé sexuelle; soit parce qu'elles sont contraintes à avoir des relations hétérosexuelles ou lorsqu'elles se livrent à des pratiques sexuelles à risque avec des hommes pour des raisons économiques.
- Beaucoup de FSF souffrent en silence et sont loin de jouir de leurs droits sexuels au Nigeria - certaines se font violées par des hommes et préfèrent garder le silence, ne pas en parler, par crainte d'être victimes d'homophobie en représailles et d'être exposées et reniées par les familles.



Corinna Nicole, Like to Like #34 Oil on Canvas. Courtesy the artist

3eme partie: Invisibles mais présentes: Ces FSF du Burkina Faso qui vivent en marge de la société.

Bref aperçu sur le contexte national en matière d'orientation sexuelle et d'identité de genre

Le Burkina Faso est le seul pays francophone où cette étude a été menée. Contrairement à ses voisins anglophones, le Burkina Faso ne dispose d'aucune loi criminalisant l'homosexualité dans sa Constitution. La loi est donc muette sur les droits des minorités sexuelles. De même, contrairement au Ghana et au Nigéria, le gouvernement ne fait pas de déclarations publiques, que ce soit pour condamner ou promouvoir l'homophobie et les actes homophobes. Mais, comme chez ses voisins anglophones, l'influence sociale, culturelle et religieuse est tellement forte que la communauté LGBTI vit dans la clandestinité totale et s'efforce à ne pas être découverte.

Présentation des participantes et du travail préparatoire

Les femmes qui ont participé aux groupes de discussion et aux entretiens individuelles à Ouagadougou venaient de différents milieux socio-économiques. La première discussion de groupe s'est faite avec des femmes s'identifiant comme étant des lesbiennes et des bisexuelles, des travailleuses du sexe qui fournissent leurs services à la fois à des clients masculins et féminins. Ce groupe comptait 30 personnes, âgées de 15 à 40 ans, mais nous n'avons rencontré que 10. Toutes les participantes avaient une apparence féminine, étaient des femmes économiquement indépendantes qui, soit vivaient seules, soit vivaient avec leurs familles et subvenaient à leurs besoins. Presque toutes les 10 participantes étaient en relation avec une autre personne du même groupe. La plupart des femmes ont admis avoir découvert leur orientation sexuelle à travers leur travail.

En ce qui concerne le niveau d'éducation, tous les membres de ce groupe avaient terminé l'école primaire au minimum, mais le plus haut niveau d'étude était le niveau cinquième (5ème). La discussion dans ce groupe a été menée en trois langues: le français, le Dioula et le Moré, traduit par deux des participantes.

Pour cette première rencontre, nous avons convenu, après trois réunions de préparation, d'utiliser un maquis (petit restaurant en plein air) dans un quartier populaire. Pour des précautions de confidentialité et des raisons de sécurité, nous avons loué la totalité du restaurant de 9 h à 13 heures, et avons posté un gardien HSH à l'entrée. Le groupe était un peu tendu, difficile à engager au début. Après la gêne passée, la discussion est devenue bien animer.

La deuxième discussion de groupe s'est tenue avec des FSF handicapées. Ce groupe comptait également 10 membres au total, avec des membres âgés entre 25 et 40 ans. La plupart des femmes étaient propriétaires de petits commerces, et se déplaçaient en chaises roulantes. Le leader du groupe est une femme-entrepreneur qui est propriétaire de deux salons de coiffure. Presque toutes étaient des mères célibataires, mais qui vivaient des relations amoureuses avec d'autres femmes. Le processus d'identification et de sécurisation d'un espace de rencontre était similaire au premier groupe. La différence ici est que nous étions en mesure d'utiliser des locaux loués au sein d'un centre pour handicapés et la plupart des entretiens individuels ont eu lieu dans la maison de l'enquêtrice.

Le troisième groupe de discussion s'est déroulée en présence d'un petit groupe de patrons d'entreprises FSF. Ce groupe comptait également 10 membres, la majorité des membres étaient âgés d'une trentaine d'années et une

seule personne dans ce groupe, une sage-femme, avait été à l'école. Elles avaient toutes l'apparence féminine, vivaient seules ou avec leurs enfants, à l'exception de la plus jeune du groupe, âgée de 27 ans qui vivait avec sa famille. Le processus d'organisation de cette rencontre aussi était semblable aux deux précédents. Les deux groupes de discussion ont eu lieu dans un restaurant appartenant à l'une des membres du groupe.

Nous avons également eu des entrevues individuelles avec 10 personnes. Leurs occupations et statut socio-économique variaient d'une personne à une autre. Parmi les personnes interrogées on comptait une jeune femme policière, une cadre d'entreprise, deux étudiantes, une travailleuse du sexe, une coiffeuse, une footballeuse, une artiste, une propriétaire de restaurant et une activiste.

Résumé des constatations

- La communauté FSF au Burkina Faso vit de manière extrêmement renfermée bien qu'elle soit aussi très vaste.
- Les FSF se socialisent en fonction de leur classe sociale, de leur âge et de leur origine ethnique.
- Ces femmes sont victimes de chantage, en particulier de la part de leurs voisins et sont parfois contraintes à avoir des rapports sexuels avec ces derniers pour acheter leur silence.
- Les FSF croient qu'être financièrement indépendantes peut contribuer à alléger la pression familiale et sociale et à les libérer du joug de se conformer à la vie hétérosexuelle. Elles affirment que si elles parviennent à devenir l'un des principaux soutiens économiques de la famille, leurs parents, frères et sœurs auraient moins d'emprise sur leurs droits sexuels.
- La plupart des FSF se sentent obligées d'avoir des "copains de bière". Pour éviter tout soupçon dans leur communauté, elles ont des petits amis, même si elles n'ont pas l'intention d'avoir des relations sexuelles avec eux. Pour celles qui ont des amis HSH, elles feinteront parfois d'avoir de faux rapports hétérosexuels avec eux.
- La grande majorité des FSF ont régulièrement des relations sexuelles avec des hommes et des femmes, d'une part pour éviter qu'on leur pose trop de questions et d'autre part parce qu'elles ont besoin du soutien financier de leurs partenaires masculins.
- Le contexte social et culturel, est tel qu'il est facile pour deux femmes de vivre ensemble. Mais, leur vie de couple se limitera dans l'intimité de leur chambre. Malgré tout cela, la peur constante d'être découverte reste un important facteur de stress pour les relations pour les femmes qui vivent en couple.
- Il est important de sensibiliser la police et les autres forces de l'ordre sur les droits des travailleuses du sexe, afin de faire baisser les violences et les extorsions perpétrés par ces autorités.

Les points forts des discussions

- Expériences de la région urbaine de Ouagadougou et pressions familiales subies par les FSF burkinabés ;
- Eduquer les FSF sur les questions de l'identité de genre et de l'orientation sexuelle;
- L'invisibilité des FSF dans les initiatives et projets en direction des personnes LGBTI et même en matière de VIH/SIDA;
- Le problème d'accès à l'éducation et aux opportunités économiques;
- Le besoin d'organisation de soutien pour les FSF.



Récapitulatif des constatations

Près des 2/3 des participantes aux groupes de discussion avaient dû quitter leur ville natale pour échapper à des environnements sociaux ne leur permettant pas de plus ou moins vivre leur sexualité. Vivre dans une grande ville comme Ouagadougou, selon la plupart des participantes, leur offre un plus grand anonymat qui leur permet de vivre leur vie de manière relativement libre; échappant ainsi d'une certaine façon à la pression de se marier et d'avoir des enfants. En outre, les participantes à l'étude au Burkina Faso cadraient mieux avec la notion Africaine de féminité, ce qui leur permet de souvent "passer inaperçues" et les met à l'abri de la stigmatisation et de la discrimination dont sont victimes les FSF d'apparence plus masculine. Cependant, toutes reconnaissent que le plus gros problème auquel elles sont confrontées au quotidien reste la pression familiale. Toute femme qui ose afficher sa préférence sexuelle pour d'autres femmes sera, soit forcée à se marier, soit bannie de sa famille. Conséquemment, la grande majorité des FSF vivent leur sexualité dans le plus grand secret, ce qui les rend vulnérables à la détresse et à l'isolement psychologique. Toutes les participantes ont avoué ne vivre "librement" que dans leur intimité ou entre pairs et parfois tard dans la nuit uniquement.

Plus de la moitié des femmes que nous avons rencontré à Ouagadougou était issues d'un milieu musulman et venaient de grande familles polygames, où l'on n'accorde aucune importance à l'éducation formelle des filles; la pratique voudrait que les filles se marient très jeunes et aient des enfants. Toutes les participantes ont exprimé la nécessité d'éduquer l'opinion publique, en particulier les membres de leurs familles sur les questions de genre et de la sexualité. Elles pensent que si la société comprenait mieux les minorités sexuelles et avaient une meilleure connaissance de la sexualité humaine, leurs conditions de vie seraient certainement améliorées.

La première discussion de groupe menée avec le groupe des travailleuses du sexe a révélé que la plupart d'entre elles pratiquent cette profession en raison de l'absence d'autres possibilités économiques. Pour elles, il s'agit généralement d'une question de survie. La plus jeune participante de ce groupe, une jeune fille de 19 ans, a dit s'adonner au travail du sexe pour payer ses études, car ses parents ne pouvaient ou ne voulaient pas la prendre en charge. Elle a reconnu vivre dans la peur constante que sa famille découvre à la fois son orientation sexuelle et son travail. Deux autres participantes, des sœurs jumelles, ont dû abandonner leurs études pour s'engager dans le travail du sexe après la mort soudaine de leur père. Elles étaient les aînées de leur famille et se devaient de continuer le travail de leur père en supportant les charges familiales. Elles ont affirmé que leur famille a accepté le fait qu'elles soient des travailleuses du sexe, mais elles sont certaines que si l'on découvrait qu'elles sont lesbiennes, elles seraient chassées ou forcées à se marier. Toutes les participantes à ce groupe de discussion ont affirmé être reconnues comme étant les travailleuses du sexe certes, mais que leur orientation sexuelle demeurait un secret absolu. D'après elles, le fait que leurs revenus de travailleuse du sexe soient généralement le seul à faire vivre leur famille, fait en sorte que l'on accepte plus ou moins leur métier. Cependant, si l'on venait à découvrir leur orientation sexuelle, elles deviendraient probablement victimes d'une grande discrimination, qui commencera au sein même de leur famille.

“Notre famille accepte le fait que nous sommes des travailleuses du sexe, mais si elle venait à apprendre que nous sommes des lesbiennes, nous risquons d’être chassées de la maison.”

Les participantes ont en outre déclaré que, bien qu'elles cachent leur orientation sexuelle à leurs proches, elles se sentent encore plus libérées que les FSF qu'elles servent. Elles ont affirmé que la quasi-totalité de leur clientèle était composée de femmes mariées, de classe sociale moyenne ou supérieure qui

ont peur d'avoir des relations à long terme avec d'autres femmes, et préfèrent ainsi se payer discrètement la compagnie d'une autre femme pour quelques heures. Elles ont par ailleurs affirmé que la communauté FSF à Ouagadougou était très grande et bien cachée, d'autant plus que les femmes sont forcées à se marier, peu importe leur statut social, mais elles parviennent tout de même à avoir des expériences avec d'autres femmes. Cependant, elles ont souligné le fait que, mener ces double-vies a un impact psychologique profond sur les FSF.

Les travailleuses du sexe font l'objet de harcèlement et de brutalités policières. Certaines ont déjà été en prison. Elles sont vulnérables à l'usage de drogues et sont parfois soumises à des actes de violence de la part de leurs clients, en plus du refus de ces derniers de les payer pour leurs services. Certaines d'entre elles ont indiqué ne pas utiliser de préservatifs ou de gants avec certains clients, surtout les soirs où elles n'ont pas eu assez de clients. Dans ce cas, elles se sentent obligées de satisfaire aux demandes de certains clients à avoir des rapports sexuels non protégés. Comme une autre participante l'a clairement dit, “sinon je vais mourir de faim le lendemain”.

Les discussions avec le second groupe, constitué de femmes qui s'identifiaient comme bisexuelles et lesbiennes handicapées présentaient certaines similitudes avec le premier groupe. Cependant, le problème en plus dans ce cas précis était directement lié à leur handicap. Elles ont affirmé faire face à plus de discrimination, de stigmatisation et d'isolement social en raison de leur handicap. Elles croient qu'elles sont invisibles à plusieurs niveaux, dans toutes les couches de la société: du fait d'être des femmes, handicapées et FSF. Elles ont indiqués qu'elles étaient vulnérables en tant que femmes handicapées dans un premier temps, mais aussi en raison de leur orientation sexuelle. De même la question des violences sexuelles a été posée comme un problème grave auquel sont confrontées les femmes handicapées vivant seules, avec leurs amantes et / ou avec leurs enfants.

“Être une femme, une femme avec un handicap, qui est de surcroît une lesbienne au Burkina Faso, n’est pas chose facile.”

Elles ont parlé des hommes qui violent des femmes handicapées et s’en sortent sans être inquiétés parce que la plupart du temps, ces femmes ne signalent pas ces viols à la police. Elles ont justifié le fait de ne pas signaler ces cas de viols à la police en se basant sur des expériences passées de quelques femmes connues qui, en rapportant des cas de viols dont elles avaient été victimes à la police, ont été humiliées et traitées de menteuse par des policiers qui riaient, en s’exclamant : “pourquoi est-ce qu’un homme aimerait avoir des relations sexuelles avec une femme handicapée ?” La leader du groupe a partagé l’histoire d’une amie lesbienne qui avait été forcée de répondre régulièrement aux chantages sexuels d’un homme de son voisinage qui, ayant découvert son orientation sexuelle, la menaçait de la dénoncer dans tout le quartier.

Les nombreuses discussions tenues dans ce groupe, ont démontré la méconnaissance de ce qu’est l’identité et l’orientation sexuelle, même par les FSF elles-mêmes. Bien que les participantes affirmaient avoir des relations homosexuelles, elles admettaient cependant manquer de connaissance sur ces pratiques. Cette ignorance est due au fait que la sexualité reste un sujet tabou et l’accès aux informations fiables reste difficile, ceci dans la mesure où il n’existe aucune organisation offrant explicitement des soins en direction des FSF. A ceci s’ajoute le fait que la plupart des participantes n’avaient pas ou presque, fait d’étude, de façon à pouvoir ne serait-ce que déchiffrer ce matériel si jamais elles le voulaient.

Les participantes ont affirmé que, bien qu’il n’existe aucune loi criminalisant les pratiques homosexuelles dans leur pays, toujours est-il qu’il était important pour elles de cacher leur orientation sexuelle. Les violences physiques, incluant le viol par les membres de la famille et les voisins, sont une réalité dans la vie des FSF à Ouagadougou. Selon elles, celles qui vivent seules sont victimes de chantage, d’extorsions et sont parfois forcées à accorder des faveurs sexuelles à

leurs maitre-chanteurs (qui sont généralement leurs voisins), question d’acheter leur silence. Les quelques femmes à l’apparence non-conformiste que nous avons rencontré, n’arrivent pas à trouver du travail à cause de leur apparence trop masculine et leur orientation sexuelle supposée. Ces femmes d’apparence masculine (qui ne se considèrent cependant pas comme des transgenres) affirment d’ailleurs qu’à cause de leur apparence, les femmes avec lesquelles elles se mettent en relation sont généralement persécutées elles aussi et poussées à mettre un terme à leurs relations par les membres de leurs familles et/ou des amies afin de ne pas trop attirer l’attention sur elles. Ces femmes ont aussi affirmé être parfois intimidées par des hommes et parfois des policiers. Les uns prétendant vouloir leur montrer ce que c’est que “d’être un vrai homme” et les autres, les arrêtant au motif qu’elles sont des lesbiennes. Elles affirment également que les attitudes et regards méprisants des gens à leur égard qu’elles doivent affronter au quotidien, sont difficiles à supporter.

Comme la plupart des femmes au Burkina Faso, les FSF n’ont pas beaucoup ou pas du tout fait d’études. La plupart d’entre elles ont déclaré subvenir à leurs besoins financiers en ayant des petits travaux informels. Les femmes du groupe des bisexuelles et lesbiennes travailleuses du sexe ont avoué que la pauvreté est la première raison qui les poussait dans la rue. A cause du fait que leur contribution financière est attendue dans leurs familles et qu’elles doivent contribuer aux différentes charges familiales notamment le loyer, la nourriture, la scolarité de leurs cadets, la plupart des FSF se résolvent à se prostituer pour remplir leurs obligations en tant que membres à part entière de leurs familles.

La majorité des participantes à cette étude aimeraient voir mises en place des organisations offrant des services de counselling, de soins de santé et/ou un centre dans lequel elles pourraient se rendre et bénéficier d’informations et d’un soutien adaptés à leurs préoccupations. Toutes ont activement émis le besoin de voir des actions de sensibilisation menées en direction de leurs familles, afin d’éduquer leurs parents sur les droits sexuels. Elles croient fermement que, si les familles ont des connaissances de base en éducation sexuelle, il y a “une chance qu’elles finissent par tolérer l’homosexualité”.

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

Cette étude a mis en évidence le fait que les FSF ont des besoins spécifiques qui vont bien au-delà de leurs frontières nationales et leurs contextes sociaux. Les sections précédentes ont mis en évidence des thèmes spécifiques et des observations propres à chaque pays. Le but de la prochaine section est de présenter les recommandations que QAYN puisé des groupes de discussions et des entretiens individuels; ces recommandations vont l'endroit des décideurs, des ONG locales et internationales intéressées par la promotion et la protection des droits des femmes, aussi bien qu'aux activistes et toute autre personne intéressée par le mieux-être, la sécurité et la survie des FSF en Afrique de l'ouest.

- Mener des actions de sensibilisation au sein des communautés de FSF sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre afin mieux éduquer ces femmes et accroître le degré de compréhension des questions de sexualité dans ces groupes.
- Initier des recherches sur la santé sexuelle des FSF. L'idéal serait que cette recherche soit conçue et mise en œuvre par un collectif d'associations identitaires, bénéficiant du soutien de chercheurs formés.
- Inclure et impliquer les FSF comme partie intégrante dans tout discours ou projet en matière de VIH/SIDA.
- Fournir un soutien médical qui inclut l'assistance en cas d'abus de drogue ou de dépression. Ceci devrait être fait conjointement avec des recherches sur la santé mentale, la prédisposition au suicide et ses taux au sein des communautés FSF en Afrique de l'Ouest.
- Promouvoir des groupes de soutien et les services de counselling en direction des FSF, avec des ressources bien outillées et adaptées à la cible. Du fait de l'isolation sociale, de la stigmatisation, de la condamnation à vivre dans le secret, de la discrimination et de l'idée selon laquelle "Être lesbienne signifie que vous êtes condamnée à être pauvre, seule et malheureuse", il y a un gros besoin de mettre sur pied des mécanismes en vue d'assurer un soutien psychosocial de qualité, afin de faire baisser les risques de dépression et d'abus de consommation de substances illicite. Il y a également un besoin de fournir un espace "positif" et sécurisé afin de permettre à la communauté d'avoir accès à des informations fiables.
- Former les communautés FSF sur la complexité des violences sexuelles, leur fournir de la documentation sur les cas basiques de violations des droits humains et créer un réseau de coopération et d'alliés constitué de policiers, de médecins et de juristes à contacter en cas de violence sexuelle ou de tout autre forme d'abus commis à l'encontre des FSF.
- Sensibilisation des chefs religieux et traditionnels, les membres des familles et la société toute entière sur ce qu'est l'orientation sexuelle et l'identité de genre, en identifiant et formant spécialement des alliés clés dans ces communautés qui feront le travail de sensibilisation.
- Faciliter l'accès à des programmes de renforcement de capacités afin d'accroître leur indépendance économique.

- Initier des formations sur ce qu'est l'orientation sexuelle et la diversité des genres à l'intention des médias, afin qu'ils aient des avis plus équilibrés, soient mieux informés sur ces questions afin que leurs prises de paroles n'incitent pas à la haine ou à la violence envers les personnes LGBTI.
- Former les FSF en matière de leadership et de développement de leurs capacités personnelles et leur fournir un appui technique afin de renforcer les capacités des groupes FSF dans la sous-région.
- Offrir des formations en matière de sécurité et d'autodéfense aux activistes FSF.
- Former les activistes et la communauté toute entière sur le plaidoyer et leur apprendre à bien s'exprimer afin de développer leur confiance en elles, leur permettre d'avoir une bonne compréhension de l'importance et du pouvoir du plaidoyer; et les édifier sur les différents outils de plaidoyer.
- Eduquer les FSF sur les grands courants féministes, les droits sexuels et leurs liens avec les droits humains.
- Offrir un soutien au niveau institutionnel aux groupes identitaires FSF qui éprouvent un grand besoin de soutien technique et financier en vue d'exploiter leur potentiel et satisfaire aux besoins de leur communauté (d'autant plus que celles-ci n'ont presque pas d'accès aux financements). Ces soutiens permettront à ces groupes de fournir plus de services et de gagner en légitimité dans leur travail.
- Créer des opportunités devant permettre de mettre en contact les leaders des communautés FSF avec les grandes organisations du mouvement féministe Africain. De telles opportunités peuvent être matérialisées par exemple par le fait d'offrir des stages à des jeunes FSF dans diverses organisations féministes. Il y a un besoin de voir les jeunes FSF impliquées et invitées dans des rencontres telles que des conférences, ceci dans le but de favoriser le networking entre des organisations de femmes militant pour les droits des femmes.
- Renforcer les espaces d'expression et les opportunités pour les groupes de FSF afin de les soutenir et travailler ensemble au niveau national et entre les pays de la sous-région.

CONCLUSION

Dans l'ensemble, le processus de cette étude était à la fois informatif et interactif. Nous avons volontairement décidé d'avoir recours à des groupes de discussion et d'entreprendre un processus purement qualitatif afin de favoriser l'engagement, l'interaction avec les participantes et la participation effective des groupes identifiés. Cette étude nous a permis d'entrevoir des nouveaux domaines de future collaboration avec les organisations LGBT tant au niveau local qu'international, tout en nous permettant de mettre à jour des besoins pour nos propres interventions futures.

Bien que l'étude ait mise en évidence des observations essentielles et les besoins spécifiques des participantes, les défis rencontrés par les FSF et les dures réalités auxquelles elles sont confrontées au quotidien dans ces trois pays ouest africains, il nous importe de rappeler aux lectrices et lecteurs de ce rapport, d'éviter toute généralisation en se basant sur ce rapport. Nous reconnaissons que notre démarche peut avoir ses propres limites dont nous décrivons d'ailleurs quelques unes:

- Tout d'abord, il y a un nombre considérable de biais dans le processus d'auto sélection des participantes: La plupart des femmes ayant participé étaient déjà engagées dans des groupes ou autres regroupements de FSF, et la plupart d'entre elles étaient des leaders au sein de ces groupes. Ainsi, elles étaient susceptibles d'être plus à l'aise avec leur orientation sexuelle et leur identité de genre, engagées dans la communauté et relativement plus "out" que les autres FSF.
- Deuxièmement, notre échantillon était essentiellement constitué de femmes vivant en milieu urbain, bien que beaucoup d'entre elles auraient bien pu avoir migré de d'autres régions de leurs pays respectifs. Nous en savons beaucoup moins en ce qui concerne les femmes des zones rurales, où il est encore plus difficile d'entrer en contact avec les groupes de FSF.
- Troisièmement, les différents groupes étaient constitués de femmes de milieux socio-économiques et / ou de professions relativement similaires. Il y a probablement d'autres individus et communautés FSF dans ces mêmes villes, qui n'étaient pas représentés dans les groupes que nous avons rencontré.
- Quatrièmement, bien qu'il y avait des différences dans la façon dont elles ressentaient et exprimaient leurs identités de genre, toujours est-il que, la quasi-totalité des participantes s'identifiaient comme étant des «femmes». Nous ne leur avons pas demandé explicitement quel était leur sexe à la naissance, mais sur la base des conversations que nous avons eu avec elles, nous avons pu en déduire que la plupart d'entre elles avaient un sexe féminin à la naissance. Malheureusement, nous n'avons pas pu avoir de conversation plus poussée avec les personnes s'identifiant comme transgenres ou d'autres genres différents et nous pensons qu'il y a certainement beaucoup de connaissance à apprendre et à tirer de leurs expériences uniques et des réalités auxquelles elles sont confrontées au quotidien.
- Nous reconnaissons que QAYN n'a pas la capacité de répondre à tous les besoins mentionnés dans le présent rapport. En outre, on perçoit un mouvement naissant d'organisations travaillant à promouvoir les droits humains pour tous, et plus particulièrement à fournir un soutien et des services en direction des personnes LGBTI / HSH / FSF. Ce processus de recherche nous a permis d'en apprendre davantage sur ces autres acteurs impliqués dans la sous-région, d'identifier les possibilités de collaboration avec eux.

ANNEX: EXEMPLAIRE DE QUESTIONNAIRE

Question de base n° 1: Quels sont vos préoccupations principales entant que femmes qui ont des relations sexuelles avec des femmes?

1. Quelles sont les questions qui vous préoccupent le plus en qu'êtres humains et femmes africaines de manière générale? (objectifs, valeurs, ambitions, attentes vis-à-vis de la famille et de la société)

2. Qu'y'a-t-il de plus difficile dans le fait d'être une FSF dans votre pays? Comment parvenez-vous à surmonter ces difficultés?

→ D'après vous, quels sont les défis auxquels la communauté FSF fait face dans votre ville et même au niveau de votre pays ? (Ex ; en matière de santé, de leadership, de responsabilisation/autonomisation des femmes, etc.)

Transition: Nous nous intéressons aux histoires personnelles et expériences des FSF dans leurs communautés et les espaces qui leurs sont dédiés dans la ville ou dans le pays tout entier.

Question de base n°2: Quel est le niveau de visibilité des FSF et quelles sont les espaces qui leurs sont dédiés dans le pays (si jamais il en existe)?

1. Trouvez-vous que les personnes LGBTQI sont bien visibles dans leurs communautés ici?

2. Comment les personnes FSF font-elles pour se rencontrer les unes les autres? Comment les gens découvrent-ils l'existence de ces groupes ou de toute autre information utile ?

→ Quelles types d'activités, soient sociale ou communautaire pratiquent les FSF dans la ville ou le pays?

Transition: D'après ce que nous avons entendu les SSSJE sont un exemple d'espace dédié aux femmes queer à Accra. Nous aimerions savoir comment les groupes de SSSJE fonctionnent.

Question de base N°3: De quelle manière les groupes de SSSJE fonctionnent-ils?

1. Quelles sont les raisons pour lesquelles votre groupe se réunit/se rencontre? Et quels sont les sujets sur lesquels vous discutez?

→ pouvez-vous nous parler de certaines des préoccupations que les membres du groupe ont déjà eu à avoir?

→ Ces différents groupes se créent-ils en fonction de certaines spécificités, telles par exemple des groupes de joueuses de football?

2. Quels sont certains des défis auxquels sont confrontés les chefs de groupe des FSF?

→ De quelles manières pourrait-on répondre à ces défis ?

Transition: L'un des objectifs de QAYN est de promouvoir l'établissement d'un mouvement social de jeunes LGBTI à travers l'Afrique de l'Ouest.

Question de base n°4: A quel point êtes-vous intéressé et pouvez-vous militer pour la cause des personnes LGBTI ?

1. Voyez-vous une nécessité à mettre en place un mouvement social dirigé par des FSF au niveau de la sous région?

→ Quel est votre compréhension d'un mouvement social?

→ Quelles sont les approches ayant fonctionné ou pas dans le passé?

2. D'après vous, à, quelle forme le mouvement LGBTI devrait prendre en Afrique de l'Ouest ? Quels rôles aimeriez-vous jouer dans ce mouvement, entant que leaders FSF?

NOUS SOUTENIR

La documentation est une composante essentielle du travail de QAYN et nous croyons que ce rapport contribue en enrichir le nombre assez croissant de publications sur les questions LGBTI en Afrique. Beaucoup de questions restent toujours sans réponse et beaucoup de travail reste à faire. Cependant, nous sommes ravies de partager nos connaissances sans cesse croissantes. Mieux, nous sommes impatientes d'entamer une collaboration avec tout group de mouvement social progressiste et organisations concernées, en vue de faciliter une approche plus inclusive et un meilleur cadre d'échange sur les questions LGBTI à travers le continent africain.

QAYN fonctionne actuellement comme une organisation constituée uniquement de bénévoles. Elle a un site Internet accessible, qui fournit des ressources et des informations sur les questions LGBTI en Afrique occidentale et centrale; elle a également publié le premier magazine panafricain, bilingue et électronique; a organisé des réunions de discussion dans différents pays d'Afrique occidentale; a publié un guide sur la paire éducation; a été impliqué dans des événements de sensibilisation sur la situation des personnes LGBT africaines aux États-Unis et a participé à la 49e session de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples.

Nous avons besoin de soutien financier afin de mettre en œuvre, formaliser nos actions et lancer des projets pilotes clés visant à promouvoir et à faire comprendre les droits humains des jeunes LGBTI; la promotion de groupes de soutien à l'endroit des FSF; la formation des pairs conseillers dans la région et l'organisation de sessions de formations sur le leadership et le plaidoyer en direction des jeunes FSF dans la région.

POUR SOUTENIR NOTRE TRAVAIL VOUS POUVEZ:

- Faire circuler les informations sur nous, notre travail et nos publications
- Nous connecter à d'autres groupes similaires
- Faire un don en ligne : <http://www.qayn-center.org/support-us/>

SUIVEZ-NOUS

Facebook: <http://www.facebook.com/pages/QAYN/>

Twitter: @qayncenter

LISEZ NOTRE MAGAZINE EN LIGNE

<http://issuu.com/q-zine>

POUR NOUS CONTACTER

contact@qayn-center.org

VISITER NOTRE SITE INTERNET

www.qayn-center.org

QAYN
04 BP 511 Ouagadougou 04
Burkina Faso

Téléphone : +226 78 84 06 30 • Email : contact@qayn-center.org •
Site Internet : [http:// www.qayn-center.org](http://www.qayn-center.org)

